



BRÈVES ÉCONOMIQUES DES PAYS NORDIQUES

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE RÉGIONAL

DE STOCKHOLM

N° 41 - 28 novembre 2022

Pays nordiques

Le Danemark et la Suède en tête du classement des pays les plus performants en matière de lutte contre le changement climatique.

Dévoilés pendant la COP27, qui s'est tenue à Charm el-Cheikh en Égypte, les résultats du classement 2022 du « *Climate Change Performance Index* » (CCPI) consacrent les efforts climatiques du Danemark et de la Suède, qui se hissent respectivement à la 4^{ème} et 5^{ème} place. Cette année, les 3 premières places du classement sont symboliquement restées vides ; aucun des pays évalués n'ayant obtenu une note globale « très élevée ». Au total, les performances climatiques de 59 pays et des 27 États membres de l'Union européenne – représentant ensemble 92% des émissions mondiales de gaz à effet de serre – sont évaluées dans 4 catégories : émissions de gaz à effet de serre, énergies renouvelables, utilisation de l'énergie et politique climatique. Les pays nordiques se distinguent en particulier par leur part importante d'énergie d'origine renouvelable. Publié pour la première fois en 2005, le CCPI est aujourd'hui un indice de référence, fondé sur les travaux d'environ 450 experts, compilés par l'ONG Germanwatch, le NewClimate Institute et le réseau Climate Action Network.

Les marchés du travail des pays nordiques figurent parmi les plus attractifs avec la France,

selon une étude publiée en octobre 2022 par William Russel, entreprise spécialisée dans l'assurance santé pour les expatriés. L'enquête analyse 30 pays de l'OCDE afin de déterminer les pays avec les meilleures conditions de travail et les meilleurs avantages. Étaient pris en compte le droit du travail, le salaire annuel moyen, le nombre de semaines accordées pour un congé maternité, le nombre moyen d'heures travaillées par semaine, le salaire minimum (lorsqu'il existe), le nombre minimum de semaines de congés payés par an, le nombre minimum de jours fériés et le niveau de violation des droits des travailleurs. Le Danemark (1^{er}), la Finlande (2^{ème}) et la Norvège (3^{ème}) excellent en particulier en matière de salaires moyens ainsi que de durée du travail. La Suède occupe la 8^{ème} place de ce classement, se distinguant notamment en termes de respect du droit du travail. La France occupe, quant à elle, la 6^{ème} position.

Pays	Rang	Emissions GES	Energies renouvelables	Utilisation de l'énergie	Politique climatique
Danemark	4	5	5	26	4
Suède	5	3	4	51	13
Norvège	10	10	3	52	24
Finlande	15	18	7	61	11
France	28	17	44	30	31

Danemark

Le PIB a progressé de 0,5% au troisième trimestre 2022, selon les derniers chiffres publiés par l'Institut danois de la statistique (*Danmarks Statistik*) après correction des variations saisonnières. Si le Danemark enregistre, pour le deuxième trimestre consécutif, un taux de croissance positif, les incertitudes demeurent nombreuses. En effet, cette bonne performance ne doit pas masquer, selon Jeppe Juul Borre, chef économiste au sein de la banque «*Arbejdernes Landsbank*», les risques qui pèsent sur toute la structure de l'économie danoise, «*de la consommation privée aux exportations en passant par les investissements*».

Le Danemark devrait enregistrer une croissance nulle en 2023, avant un léger rebond en 2024 (+1,3%), selon les dernières prévisions de la Commission européenne. L'activité économique devrait décélérer dès la fin de l'année 2022, notamment en raison des tensions inflationnistes, de la hausse des taux d'intérêt ainsi que des incertitudes liées à l'évolution du conflit russo-ukrainien. La consommation privée devrait accuser un recul en 2022 (-1,5%) et en 2023 (-0,6%), alors que le taux moyen d'inflation devrait avoisiner les 8% en 2022 et les 4% en 2023. L'investissement, qui s'est maintenu en 2022 (+4,5%), devrait se réduire significativement en 2023 (-2,1%), avec une baisse encore plus marquée dans le secteur de la construction (-6,4%). En outre, un ralentissement important du commerce extérieur est anticipé avec une progression plus modeste des exportations en 2023 (+3,7%) qu'en 2022 (+5,4%) et une stagnation des importations (+2,9% en 2022 et +2,3% en 2023). Les perspectives restent néanmoins largement rassurantes pour les finances publiques, le Danemark devant enregistrer un excédent public en 2022 (+1,8%) et en 2023 (+0,5%). La dette publique danoise devrait poursuivre sa baisse, en atteignant 33,7% du PIB en 2022 et 32,8% en 2023.

La banque Lunar dans le viseur de l'Autorité danoise de supervision financière (*Finanstilsynet*), suite à un contrôle réalisé en août dernier. Ce dernier a révélé de graves dysfonctionnements quant à l'évaluation, par la banque en ligne danoise, de la solvabilité de ses clients ainsi que des pièces justificatives fournies lors des procédures d'octroi de prêts. Sous le coup d'une injonction de l'Autorité de supervision financière, Lunar a jusqu'au 8 décembre pour se mettre en conformité, sans quoi elle ne serait plus autorisée à accorder de nouveaux crédits. À ces difficultés s'ajoute le dépôt d'une plainte par des actionnaires de la banque en ligne norvégienne Instabank, après que Lunar a annoncé retirer son offre de rachat, présentée en mars dernier. Le quotidien *Børsen* évoque des prétentions à hauteur de 600 M NOK (60 M€), à titre de dommages-intérêts.

Nouveau contrat de fourniture de vaccins contre la variole du singe entre Bavarian Nordic et l'Union européenne. Ce contrat-cadre, signé le 17 novembre entre l'Autorité européenne de préparation et de réaction en matière de santé (HERA) et le laboratoire danois, porte sur la fourniture de 2 millions de doses de vaccins en 2023 et en 2024. Au total, 14 pays participent à ce mécanisme d'achat conjoint, et pourront ainsi accéder à ces doses de vaccin selon leurs besoins.

L'horizon s'assombrit pour l'aéroport de Copenhague. En dépit d'une remarquable reprise de son activité depuis la fin de la crise sanitaire, l'aéroport de Copenhague est désormais confronté à de lourdes difficultés, qui pourraient s'accroître dans les années à venir. La première d'entre elles est financière, la société propriétaire de l'aéroport (*Københavns Lufthavne A/S*), qui est détenue par l'État danois à hauteur de 39%, affichant une dette de 10 Mds DKK (1,3 Md€). À cela s'ajoutent des coûts d'exploitation en hausse couplés à des dépenses de plus en plus

importantes consacrées à la lutte contre les cyberattaques, lesquelles ont explosé depuis le déclenchement du conflit russo-ukrainien. Parallèlement, et alors que les compagnies aériennes recouvrent des bénéfices, les redevances aéroportuaires sont gelées depuis la crise sanitaire. Si des négociations seront ouvertes début 2023, SAS a d'ores et déjà annoncé son intention de militer en faveur d'une baisse des

redevances. Compte tenu des ambitions de l'aéroport, en termes d'expansion (jusqu'à 40 millions de passagers par jour contre 30 millions actuellement) et de transition verte (objectif de neutralité carbone d'ici 2050), les prochains mois devraient ainsi s'avérer décisifs, selon le PDG de Københavns Lufthavne A/S, Thomas Woldbye.

Finlande

La French Tech bien représentée au forum SLUSH. Trente-cinq start-ups françaises étaient présentes à SLUSH, plus grand forum de rencontre des start-ups et investisseurs au monde, qui s'est tenu les 17 et 18 novembre à Helsinki. Une quinzaine d'entre elles ont par ailleurs pu exposer à tour de rôle sur le Pavillon national, opéré par Business France et la French Tech. Il convient de mentionner, en outre, la présence d'une dizaine de grandes entreprises françaises. L'édition 2022 aurait rassemblé au total 12 000 personnes, avec 4 600 start-ups et 2 600 investisseurs.

Le principal opérateur finlandais a choisi Westinghouse comme fournisseur de combustible nucléaire pour remplacer Rosatom. Fortum a conclu un accord avec la société américaine Westinghouse Electric Company sur la fourniture du combustible nucléaire pour les deux réacteurs nucléaires de Loviisa (de technologie russe), afin d'améliorer la sécurité de l'approvisionnement. L'emploi d'un nouveau combustible est un processus qui prend plusieurs années et qui nécessite un accord des autorités de sûreté nucléaire. L'énergéticien finlandais continuera d'acheter du combustible à TVEL, filiale de Rosatom, conformément aux accords conclus, c'est-à-dire jusqu'à la fin des licences, soit 2027 et 2030. Il a cependant déjà demandé l'autorisation de prolonger la durée de vie des deux réacteurs de la centrale de Loviisa jusqu'à 2050.

Les batteries et l'hydrogène au cœur des discussions lors de la Kokkola Material Week, séminaire consacré à la chimie, bioéconomie et économie minérale. Après deux ans d'absence, le dixième séminaire a rassemblé plus de 1 300 visiteurs et une cinquantaine de conférenciers, la semaine du 14 au 18 novembre à Kokkola. Cet événement a notamment été marqué par la réunion des principales entreprises européennes de l'industrie des batteries, impliquées dans les deux PIIEC (projets importants d'intérêt européen commun) sur ce secteur. Plusieurs acteurs finlandais (Fortum, Keliber, Valmet Automotive) participent à ces PIIEC, menés au niveau européen aux côtés notamment d'entreprises françaises, dont certains représentants étaient à Kokkola. Des représentants d'Etats membres et de la Commission européenne étaient également présents pour visiter le cluster de batteries dans la zone industrielle de Vaasa-Kokkola, et discuter des défis actuels de l'industrie des batteries. L'autre fait majeur de la semaine a été l'annonce, en présence du ministre de l'Economie Mika Lintilä, du projet de construction - dans cette zone industrielle - de la plus grande usine de production d'hydrogène de Finlande. Le projet de 500 M€ est mené par la société Flexens, et la capacité productive de l'usine serait de 300 MW.

Plusieurs dirigeants européens conviés au sommet « Into the Woods », consacré au rôle des forêts dans la construction de demain. Outre la Première ministre finlandaise Sanna Marin, la Première ministre estonienne Kaja Kallas et la vice-Première ministre suédoise Ebba Busch, étaient également conviés la présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen, et

le commissaire à l'environnement, Virginijus Sinkevičius en visite à Helsinki. L'événement « Into the Woods », organisé au centre de la nature de Haltia à Nuukio, fait partie de l'initiative New European Bauhaus, qui vise à promouvoir l'inclusion du bois dans la construction et dans l'esthétique du bâti.

Islande

Le taux directeur de la banque centrale relevé à 6%. Le Comité de politique monétaire de la Banque centrale d'Islande a augmenté le taux d'intérêt directeur de 0,25 point de pourcentage. Le principal taux d'intérêt de la banque sur les dépôts à terme à sept jours sera de 6%. C'est la dixième hausse consécutive depuis mai 2021.

Statistics Iceland a publié ses prévisions économiques pour la période 2022 à 2028. L'institut prévoit un ralentissement modéré de l'inflation l'année prochaine, passant de +8,2% en moyenne annuelle en 2022 à +5,6% en 2023. La consommation privée devrait croître de +7,6% cette année et de +1,7% l'année prochaine. Dans le même temps, les investissements du secteur public devraient diminuer de -4,8% puis de -3,8% en 2023. Le taux de chômage est estimé à 3,8% en 2022 et 3,9% en 2023. Un redressement est attendu pour l'investissement résidentiel, avec une croissance de +5,4% cette année puis de +12,9% l'année prochaine.

L'écart salarial entre hommes et femmes se resserre. L'écart de rémunération non ajusté entre hommes et femmes en Islande a atteint 10,2% en 2021 (contre 11,9% en 2020). Les données indiquent que l'écart de rémunération augmente avec l'âge, allant de 0,9% pour les salariés âgés de 24 ans à 10% pour la tranche des 35-44 ans et 16,7% pour les 55-64 ans.

La charge annuelle des prêts immobiliers a augmenté de plus de 1000€ en moyenne depuis 2020, selon, la Banque centrale d'Islande. La charge de remboursement des prêts immobiliers a augmenté en moyenne de 13 à 14 000 ISK (87-94€) par mois de début 2020 à août 2022 pour les nouveaux emprunteurs, soit un peu plus de 160 000 ISK (1074€) par an.

Le bureau national d'audit islandais (INAO) estime que la vente des parts de l'Etat dans Islandsbanki aurait dû être mieux préparée, dans un rapport critique publié le 14 novembre. La vente de 22,5% des parts de l'Etat dans la banque Islandsbanki avait eu lieu le 22 mars dernier et avait permis à 207 investisseurs d'acquérir 450 millions d'actions Islandsbanki. L'INAO a souligné d'importantes lacunes lors de la préparation et de l'exécution de la vente. Le rapport indique notamment un manque d'expérience et d'informations fournies au personnel travaillant sur la vente ainsi que des critères de fixation du prix de vente et une définition des critères de vente approximatifs.

Norvège

A +0,8%, la croissance norvégienne au troisième trimestre est plus forte qu'anticipée.

La croissance au troisième trimestre 2022 (hors hydrocarbures) a été dopée par une balance commerciale excédentaire. En octobre, les exportations norvégiennes ont augmenté de 10% par rapport à octobre 2021, permettant ce mois-ci à la Norvège d'enregistrer un excédent commercial d'environ 8 Mds€. Toutefois, dans le cadre d'une enquête de *Finans Norge* portant sur les attentes des ménages pour leurs propres finances et celles du pays, le niveau de confiance des norvégiens dans l'avenir est au plus bas depuis 30 ans. Parallèlement à ces résultats, le désir d'épargne des norvégiens est très élevé, contrairement à celui d'acquisition de biens importants qui est très bas.

Le projet de taxe foncière sur l'aquaculture débattu dans le cadre de la loi de finances 2023 soulève les critiques de l'industrie aquacole et de l'opposition conservatrice.

A la suite de la proposition d'une taxe foncière de 40% sur les principaux producteurs aquacoles, laquelle s'ajoute à un impôt sur les sociétés taxant déjà 22% du bénéficiaire, les groupes ont annoncé que 1300 employés risquaient d'être licenciés au début de l'année prochaine. Salmar, le principal producteur de saumon, a annoncé le licenciement de 851 salariés. Ces annonces ont lieu alors que l'industrie a réalisé des bénéfices records ces derniers mois. Le gouvernement se défend en affirmant que la taxe proposée n'affecte pas les secteurs où les licenciements ont été annoncés. Vendredi 18 novembre, alors que le gouvernement avait convenu d'une réunion avec les 5 principaux groupes aquacoles, ces derniers ne se sont pas déplacés et ont été représentés par deux organisations patronales. Au-delà du mécontentement de l'industrie aquacole qui a engagé un bras de fer avec le gouvernement par l'annonce de licenciements, la mesure est également fortement attaquée par l'opposition conservatrice. L'ancienne Première ministre Erna Solberg fustige ainsi l'incertitude dans laquelle

sont plongés les groupes du fait de cette taxe, au regard en particulier des contrats à long terme.

Le plus grand parc éolien flottant de Norvège sera bientôt le plus grand au monde.

Les deux premières turbines d'Hywind Tampen, plus grand parc éolien offshore de Norvège, ont commencé à produire de l'électricité le 13 novembre. Ce projet mené par Equinor est le premier au monde à alimenter en électricité des plateformes pétrolières et gazières. D'ici la fin de l'année prochaine, 9 autres turbines devraient être inaugurées, faisant de ce parc éolien flottant le plus grand au monde, chacune d'elles ayant une capacité de 8 à 8,6 MW. Elles devraient permettre d'assurer environ 35% des besoins électriques des plateformes Snorre A et B, et Gullfaks A, B et C, voire davantage en cas de vents importants.

Le projet pétrolier Wisting a été reporté.

Equinor et ses partenaires Aker BP, Petoro et Idemitsu, ont décidé de reporter à 2026 la décision d'investissement qui était prévue pour décembre 2022 pour le développement d'un champ pétrolier en mer de Barents. En plus d'un marché de fournisseurs tendu, les coûts ont fortement augmenté, passant de 75 à 104 Mds de NOK (soit environ de 7,5 à 10,4 Mds€), rendant le projet non-rentable pour le moment. Le report de la décision pour ce projet politiquement très controversé a été salué par les associations écologistes, mais également par le Ministre du Climat et de l'environnement Espen Barth Eide. Mis à part le report de ce projet, le Bureau central des statistiques (SSB) estime que les compagnies pétrolières norvégiennes prévoient des investissements à hauteur de 150 Mds de NOK (15 Mds€) en 2023, en baisse par rapport à l'année précédente (173,5 Mds de NOK, soit 17 Mds€).

Le gouvernement norvégien maintient les contributions financières norvégiennes à l'Agence spatiale européenne.

Alors que le gouvernement songeait à réduire ses financements à l'ASE, le Parti socialiste de gauche l'a pressé à y renoncer dans le

cadre des discussions sur la loi de finances 2023. La contribution norvégienne sera ainsi maintenue aux niveaux actuels, soit 161 M€ pour la période 2022-2030. L'organisation patronale NHO et le groupe industriel Kongsberg s'en sont réjouis.

Suède

La Riksbank augmente son taux directeur de 75 points de base, pour le porter à 2,5%, soit le niveau le plus élevé depuis 2008. La Riksbank a aussi présenté de nouvelles prévisions d'inflation et s'attend désormais à ce que l'indice des prix à la consommation, mesurée par le CPIF, qui exclut les charges d'intérêt sur les prêts immobiliers, augmente de +5,7% l'année prochaine. Ce chiffre est en hausse par rapport aux +5,1% annoncés dans les prévisions de septembre. La Banque de Suède prévoit par ailleurs que l'inflation se stabilise autour de l'objectif de +2% en 2024.

Le ministère des Finances table sur une dette Maastrichtienne inférieure à 30% en 2023. Selon le ministère, les finances publiques afficheront un excédent de 0,4% et une dette brute consolidée des finances publiques de 31,8% fin 2022. En dépit d'un net ralentissement de la conjoncture l'année prochaine, le ministère des Finances table sur une dette de 29,4% en 2023 et de 28,6% en 2024.

Le fonds de capital-investissement français Omnes Capital devient actionnaire majoritaire de HP Solartech. Avec un investissement de près de 2 Mds de SEK (190 M€) Omnes Capital devient le premier actionnaire de HP Solartech. Ce dernier doit construire 30 parcs solaires en Suède et a pour ambition de représenter entre 10 et 15% du total de la production d'énergie solaire en Suède à l'horizon 2028. Pour l'heure, 3 parcs d'une capacité totale de 20 mégawatts ont été achevés.

Le nouveau ministre des Infrastructures confirme une inflexion dans la politique suédoise des transports.

Dans une interview avec le Svenska Dagbladet, Andreas Carlson a évoqué son souhait de mobiliser davantage de ressources pour l'entretien des routes (le réseau, qui date pour l'essentiel des années 1970, fait face à une dégradation chronique). En parallèle, le ministre a confirmé la volonté du gouvernement de revoir le projet de lignes à grande vitesse. Il s'est cependant montré favorable à la construction du segment Järna-Linköping (Ostlänken). Autre point notable, Andreas Carlson a indiqué que la nouvelle coalition au pouvoir souhaite que l'aéroport de Bromma-Stockholm demeure opérationnel, à l'inverse du précédent gouvernement qui prévoyait de le fermer. Il mentionne des possibilités de développement en lien avec l'aviation électrique.

Scania émet une obligation verte de 3 Mds de SEK (300 M€) qui devrait renforcer ses investissements dans le développement des véhicules électriques. Cette deuxième obligation verte confirme, selon Scania, l'intérêt du secteur financier dans les transports durables, et singulièrement la stratégie de l'entreprise à ce regard. En effet, le constructeur de poids lourds prévoit que 50% du volume de ses ventes proviendra de véhicules électriques d'ici 2030. La précédente obligation verte émise par Scania, d'un montant de 1,25 Md de SEK (125 M€), l'avait été en janvier 2021.

Plusieurs français sur la liste des meilleurs employeurs.

Selon l'enquête annuelle du consultant Universeum, il ressort que trois entreprises « françaises » figurent sur la liste des 50 meilleurs employeurs en Suède (critères : salaires, liberté, responsabilité, formations, engagements, etc.). Les consultants informatiques Sogeti (3ème) et Capgemini (7ème) sont dans le top 10, alors que Capio (santé) ferme la marche de l'enquête (50ème).

La proportion de femmes dirigeantes d'entreprises cotées reste stable.

Si la proportion de femmes dirigeantes de sociétés cotées a augmenté chaque année depuis que l'ONG Allbright a présenté son premier rapport en 2012, cette année marque une rupture de tendance. En effet, la part des femmes dirigeantes (27%) reste inchangée en 2022 par rapport à 2021. L'ONG souligne par ailleurs que la proportion de femmes occupant des postes clefs tels que ceux de présidente, de directrice générale ou de directrice

des ventes est en baisse. Le seul point positif reste le fait que le nombre de femmes administratrices de conseil d'administration passe à 36%, une hausse qui s'explique sans doute, en partie, par le fait que l'UE exigera, en principe, que 40% des administrateurs des CA des groupes cotés soient des femmes d'ici juillet 2026 (mesure qui ne concerne pas les entreprises de moins de 250 salariés). La Suède s'est longtemps opposée à l'introduction de quotas. Les sanctions pour les entreprises qui ne respecteront pas le seuil des 40% seront déterminées par chaque pays et non par Bruxelles.

Forte croissance des marques de distributeur.

Les marques de distributeur (MDD) jouent un rôle de plus en plus important dans le commerce alimentaire (incluant boissons non alcoolisées). En 17 ans, leur part dans les ventes de produits alimentaires en Suède a plus que triplé, selon SCB, passant de 8,5% des ventes totales en 2004 à 27,3% en 2021.



Indicateurs économiques des pays nordiques

Taux de croissance trimestriel (en pourcentage, par rapport au trimestre précédent):

	T1 2021	T2 2021	T3 2021	T4 2021	2021 (en moyenne annuelle)	T1 2022	T2 2022	T3 2022
Suède	1,7	0,9	1,6	1,3	5,1	0,2	0,9	0,7
Danemark	1,1	1,9	0,8	2,7	4,9	-0,5	0,9	0,5
Finlande	-0,2	1,6	0,9	0,7	3,0	0,5	1,0	-0,1
Norvège ¹	-0,5	1,3	3,4	0,4	3,9	-0,7	1,3	1,5
dont PIB continental	-1,0	1,4	2,8	1,3	4,1	-0,5	1,2	0,8
Islande	-3,8	4,8	0,9	3,2	4,4	-0,9	3,9	N/A

Sources : Eurostats, statistics Sweden, ssb.no, statistics Iceland, OCDE

¹ Pour la Norvège, le PIB retenu est le PIB total (y compris hydrocarbures).

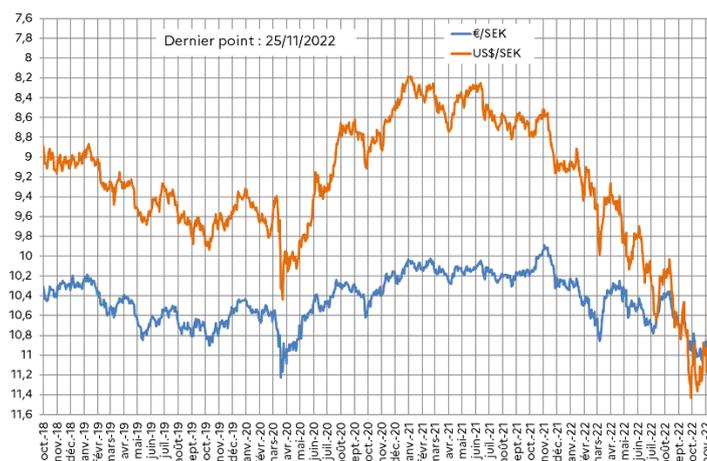
Taux d'inflation trimestriel (en glissement annuel):

	T1 2021	T2 2021	T3 2021	T4 2021	2021 (en moyenne annuelle)	T1 2022	T2 2022	T3 2022
Suède	1,5	1,8	2,0	3,3	2,2	4,7	7,4	9,7
Danemark	0,7	1,6	1,9	3,2	1,9	4,8	7,4	9,2
Finlande	1,0	2,1	2,2	3,4	2,2	4,9	6,8	7,8
Norvège	3,0	2,8	3,5	4,6	3,5	3,8	5,8	6,7
Islande	4,2	4,4	4,3	4,8	4,4	6,2	7,9	9,7

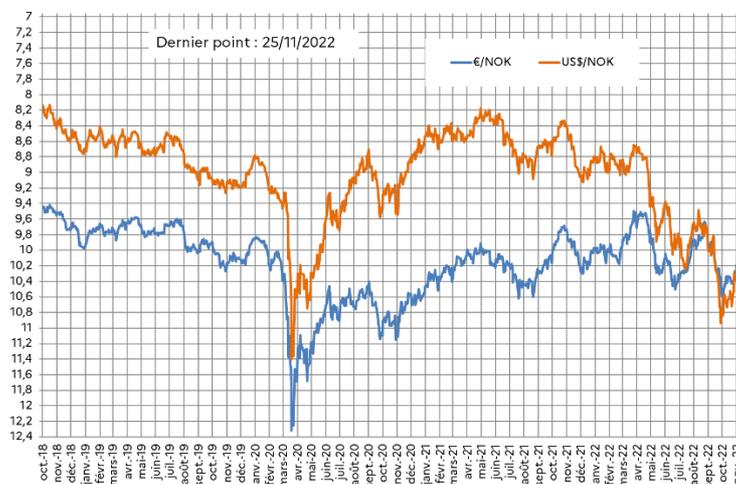
Sources : Eurostats, statistics Sweden, ssb.no, statistics Iceland, OCDE

Evolution des taux de change

Couronne suédoise



Couronne norvégienne



La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international